

Il est maintenant assez clair que nous sommes à l'aube du « siècle du Pacifique ». Les taux de croissance dans une bonne partie de la région Asie-Pacifique représentent déjà le double de la moyenne mondiale. Si les tendances actuelles se maintiennent, la région comptera pour 60 p. 100 de la population du globe, 50 p. 100 de la production mondiale et 40 p. 100 de la consommation totale d'ici l'an 2000. C'est en fait tout le centre de gravité économique du monde qui se déplace de l'Atlantique vers le Pacifique. Rien de moins!

L'ampleur même de cette transformation présente des défis en même temps que des possibilités. Comment un petit pays comme le Canada peut-il avoir accès à un marché de plus de 2 milliards d'habitants? Quelle approche peut englober des économies aussi diverses que celles de Singapour et de la Chine? Où devrions-nous tenter de jeter un pont sur le Pacifique? Il est clair que le Canada doit s'accommoder de la montée de l'Asie. Et pourtant, l'ampleur même du défi semble obscurcir la voie à suivre.

Il n'y a évidemment pas seulement un pont qui nous relie au Pacifique. Le Canada est membre de l'APEC [mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique] qui, dans le prolongement du sommet tenu le mois dernier en Indonésie, vise à fournir un cadre pour le libre-échange dans la région d'ici l'an 2020. Le premier ministre vient tout juste de diriger avec grand succès une mission commerciale de « l'Équipe Canada » en Chine, dans la foulée des missions que j'ai dirigées en Inde, à Hong Kong, en Corée, au Japon et en Chine au cours des 12 derniers mois. Le Canada a aussi établi un « partenariat spécial » avec la Corée, et nous sommes disposés à conclure des accords bilatéraux similaires avec d'autres économies clés de la région. Prises ensemble, ces missions et d'autres initiatives soulignent la nouvelle priorité que le Canada accorde à l'Asie et reflètent notre désir d'aller de l'avant sur le plus grand nombre de fronts possible.

Pourtant, le Japon reste la clé de notre stratégie pour l'ensemble de la région Asie-Pacifique. La vigueur de nos relations bilatérales justifie à elle seule leur importance prédominante. Le Japon est notre troisième principal marché d'exportation, après les États-Unis et l'Union européenne. En 1993, les exportations canadiennes au Japon se sont accrues de 13 p. 100 pour passer à plus de 8 milliards de dollars — soit l'équivalent de l'ensemble de nos exportations vers le reste de l'Asie.

Le Japon est aussi notre troisième plus importante source d'investissements étrangers directs avec environ 10 milliards de dollars. Autre preuve de l'importance de ces investissements, Toyota a récemment annoncé un nouvel investissement de 600 millions de dollars dans ses installations en Ontario. Et les investisseurs japonais détiennent plus de 45 milliards de dollars en obligations canadiennes. Il est donc clair que le Canada ne peut se permettre de négliger le Japon.